

## **T**RAIN **E**CONOMIQUEMENT **R**ENTABLE



Selon le journal Les Échos en date du 16 septembre 2016, le patron des trains régionaux (TER) de la SNCF aurait, dans son plan présenté jeudi 15 septembre, ouvert les pistes de l'avenir de ce « produit ».

Sous couvert de réduction des coûts auprès des Autorités Organisatrices (les régions politiques) ce responsable ambitionnerait :

De **réduire la fraude** qui représente un coût de 100 millions d'euros à l'année. De qui se moque-t-on ? Quand on sait que la désertification des gares et du personnel de bord (ASCT), avec la généralisation de l'EAS, est un des éléments déclencheur de cette fraude, sans oublier la contractualisation de la sureté empêchant nos camarades de la SUGE de pouvoir intervenir là où les besoins se font sentir. L'incantation de ce responsable n'est qu'écran de fumée.

De **diminuer les frais de structures et faire des gains de productivité** : en langage cheminot c'est moins de maintenance, plus de polyvalence, et privatisation du domaine matériel.

De **transférer certaines lignes ferroviaires à la route** : ce monsieur étant adepte de l'éphémère ministre de l'économie Macron se fendant d'une phrase « *l'objectif ce n'est pas d'avoir plus de train, mais plus de voyageurs. Il faut raisonner au cas par cas. Mieux vaut avoir un car plein qu'un train vide* » : tout est dit ! Au diable les grands discours écologistes, tant pis pour les coûts en vie humaine de la route, la rentabilité est érigée en dogme anti-cheminots, mais ça on le savait déjà.

Toute cette volonté de destruction du service public ferroviaire de proximité était contenue dans le fameux rapport du Conseil Economique Social et Environnemental cher à un certain Thierry Lepaon (...) dont l'un des axes était le lancement de l'expérimentation pour qu'un autre prestataire que la SNCF puisse s'offrir des parts de marché. Tout cela est repris par l'actuel secrétaire d'état au transport.

Pour FO Cheminots, n'ayant aucun fil à la patte, nous nous opposerons à toutes attaques touchant au service public.

**Pas touche au TER !**  
**Maintien de tous les emplois, Non à l'EAS !**  
**Maintien de toutes les lignes SNCF !**  
**Non au transfert sur la route !**